

Délibération 3.01

Débat d'orientation budgétaire 2023

Intervention de Nicolas LANGLOIS

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Je souhaite vous livrer l'état d'esprit du groupe de la gauche combative, communiste et républicaine à l'occasion de ce débat d'orientations budgétaires.

Mes collègues du groupe interviendront chacun leur tour pour entrer dans le détail.

Vous aviez saisi au bond la proposition du groupe socialiste d'élaboration collégiale du budget en raison du contexte contraint. Tambours battants, nous étions invités dans la foulée à des conférences exceptionnelles des Présidents.

Je m'y suis rendu, mandaté par mon groupe, avec un peu de curiosité, par esprit républicain et de responsabilité surtout.

Je veux remercier d'ailleurs Monsieur le DGS et Madame la directrice des Finances pour la qualité de leur présentation.

Au bout du compte, vous nous avez convié à deux séances de pédagogie budgétaire, comme si nous n'avions pas tout compris, comme si la complexité d'élaborer un budget nous avait échappé, comme s'il suffisait de répéter pour enseigner.

Ça ne vous rappelle rien?

Toute ressemblance avec un projet actuellement en débat à l'Assemblée Nationale n'est pas une coïncidence.

Mais comme pour la retraite à 64 ans, nous avons tout compris. Il n'y pas besoin de pédagogie.

Vous voulez faire passer vos choix politiques de droite pour du pragmatisme.

Vous justifiez vos choix politiques de droite, encore à l'instant par l'intermédiaire de notre collègue Grelot, par le contexte, parce qu'il n'y aucune marge de manœuvre, parce que la prudence doit être mise.

Mais c'est déjà ce que vous nous disiez en 2022, et en 2021 aussi, et depuis 2015, depuis le début en fait.

J'ai repris, pour m'en assurer, les précédents rapports d'orientations budgétaires.

Vous gérez en bonne mère, en bon père de droite.

Les ratios vous rassurent, et vous donnent bonne conscience.

Mais quand l'inflation explose,

- quand les salaires et les pensions ne suivent pas,
- quand aller au boulot tous les jours paie de moins en moins,
- quand la pauvreté gagne du terrain dans nos quartiers populaires et nos campagnes,
- quand l'accès aux soins est de plus en plus inégalitaire,
- quand les inégalités territoriales explosent dans tous les secteurs,
- quand l'école de la République, ses moyens et son maillage sont affaiblis,

il n'y a pas de place pour gérer,
il faut agir.

Sauf que pour agir sur le quotidien des seinomarins, il faut nommer les choses, dénoncer les responsables et ce qui fait mal aux vies, à l'économie, aux commerces, à l'industrie, à nos collectivités publiques et à nos services publics.

Dans vos éléments de langage (on se demande d'ailleurs s'ils ne sont pas davantage destinés à votre propre majorité, pour tenir les troupes en quelque sorte), nous pourrions penser que tout cela est le fruit de l'opération du Saint-Esprit.

L'inflation ne serait pas le résultat du laisser faire du Gouvernement face à la spéculation qui touche tous les domaines même les plus vitaux comme l'alimentation.

L'explosion des coûts de l'énergie ne serait pas le résultat de 30 ans de traités européens et de la fin des tarifs régulés qu'une large majorité d'élus et de citoyens souhaitent voir revenir.

L'asphyxie financière de nos collectivités ne serait pas la conséquence des baisses injustes de dotation, des transferts non compensés, ou encore des promesses de campagne du Président Macron qui rase gratis, notamment sur le point d'indice des agents territoriaux et d'une bonne partie du Ségur.

Tout cela découle d'un laisser-faire.

Un laisser-faire que vous refusez de condamner et de combattre, que vous accompagnez. Comment pourrait-il en être autrement maintenant que notre collègue Firmin Le Bodo représente le Gouvernement Borne dans notre assemblée.

Vous allez jusqu'à ressusciter les contrats de Cahors.

Alors que Bruno Le Maire a du reculer, alors que la loi de finances n'impose rien, ne vous contraind à rien, vous brandissez l'Objectif d'évolution des dépenses locales. Vous apposez vous même le garrot.

Ailleurs, des départements ont fait le choix d'être en résistance.

En résistance au fatalisme d'abord en affirmant que l'on veut agir, qu'il faut tout essayer ;

En résistance aux mauvais coups ensuite.

Mais aussi en résistance concrète en innovant, en expérimentant, en défrichant.

Sauf que prisonniers des politiques libérales que vous soutenez et relayez ici, vous êtes en même temps incapables d'imaginer « un autre chose ».

Dans ce RoB, nous ne voyons aucune orientation pour répondre aux 170.000 seinomars sans médecins traitants, c'est le premier motif d'anxiété et de relégation sociale en 76...

Aucune orientation pour relever le défi du grand âge notamment à domicile, vous devriez pourtant vite ouvrir les yeux et prendre l'initiative de bâtir un statut pour les aides à domicile ;

Aucune orientation pour les smicards, pour les salariés modestes touchés par l'inflation ;

Aucune orientation pour venir aux côtés des communes et des SIVOS abandonnés par la Région pour le transport périscolaire, ce faisant vous vous faites complice d'une carte scolaire et d'une rentrée 2023 brutales pour les enfants et les territoires ;

Aucune orientation pour un bâtir un revenu de solidarité pour nos jeunes qui doivent s'en remettre aux solidarités familiales quand c'est possible, ou bien plonger dans la précarité...

Attention chers collègues.

Le Président de la République souhaite engager une réforme des institutions, ne plus avoir plus de deux échelons administratifs au dessus de la tête des gens. C'est le retour du projet Sarkozy. En maintenant des orientations gestionnaires, vous donnez le bâton pour vous faire battre, pour leur permettre d'affaiblir encore un peu plus l'échelon départemental.

Votre horizon est bouché, ce faisant vous n'êtes pas au rendez-vous pour prendre soin des habitants et de notre Département.